

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 17 juin 2022

GT-BG(2022)7

**COMITÉ EUROPÉEN SUR LA DÉMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE  
(CDDG)**

**GROUPE DE TRAVAIL SUR LES PRINCIPES DE BONNE  
GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE (GT-BG)**

**RAPPORT DE LA 2<sup>ème</sup> REUNION  
9-10 juin 2022, réunion hybride et informelle**

Note du Secrétariat  
préparée par la Direction générale de la démocratie  
Division de la gouvernance démocratique

### 1. Ouverture de la réunion

Le président, M. Peter Andre, ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux membres du groupe de travail présents en personne et en ligne. La liste des participants figure à l'annexe I.

### 2. Adoption de l'ordre du jour.

L'ordre du jour [GT-BG(2022)OJ2] est adopté tel qu'il figure à l'annexe II.

### 3. Information par le Président et le Secrétariat

Le Président et le Secrétariat rappellent le travail de rédaction depuis son lancement début 2022, les résultats des discussions tenues lors de la 1<sup>ère</sup> réunion du GT-BG en février et de la 15<sup>ème</sup> réunion plénière du CDDG en avril, qui ont conduit à des soumissions écrites, dont une proposition détaillée du Royaume-Uni.

### 4. Présentations par des orateurs invités, participants et observateurs.

Le groupe de travail entend des présentations par :

- **Mme Aysegül Elveris**, Secrétaire de la Commission des questions politiques et de la démocratie de l'Assemblée parlementaire, qui souligne l'importance et l'opportunité des travaux dans le contexte du recul de la démocratie en Europe. Elle informe le groupe de travail des activités récentes de l'Assemblée présentant un intérêt particulier pour celui-ci, notamment la Résolution et la Recommandation adoptées le 28 avril "[sauvegarder et promouvoir la démocratie véritable en Europe](#)" sur lesquelles le CDDG a été invité par le Comité des Ministres à formuler des commentaires.

La résolution fournissait une sorte de liste de base de principes démocratiques à suivre pour parvenir à une véritable démocratie, par exemple en ce qui concerne les droits fondamentaux, les élections, l'État de droit, les interactions entre les branches du pouvoir, l'opposition politique, la qualité de la gouvernance, etc. La recommandation appelle à une intensification des efforts, notamment par la mise en place d'une plateforme sur la démocratie et d'un mécanisme d'alerte permettant d'identifier à un stade précoce les situations qui se détériorent. Au cours de la discussion qui suit, il est souligné que la future recommandation sur les principes de bonne gouvernance démocratique pourrait devenir un cadre de référence pour une telle plateforme et le Président invite Mme Elveris à participer à la réunion du GT-BG des 15-16 septembre.

- **Mme Joan Hoey**, directrice pour l'Europe, rédactrice de l'indice de démocratie, Economist Intelligence Unit, fournit des informations générales sur l'indice, certaines tendances récentes et la méthodologie utilisée, qui est basée sur une série de 60 indicateurs dans cinq catégories différentes (processus électoral et pluralisme ; fonctionnement du gouvernement ; participation politique ; culture politique ; libertés civiles) mesurant la démocratie politique par opposition à la liberté économique comme d'autres indices cherchent à le faire. L'indice global est une simple moyenne des indices des cinq catégories. Sur la base de leur score total, les

pays sont classés en tant que démocraties complètes, démocraties imparfaites, régimes hybrides ou régimes autoritaires.

Au total, seuls 6,4 % des personnes vivent actuellement dans une démocratie à part entière. À partir de 2008 - année d'une crise financière mondiale majeure - l'indice de démocratie a montré un déclin dans presque toutes les régions du monde. En Europe, d'autres tendances ont été observées, notamment l'érosion de la souveraineté et de la responsabilité démocratique, le déclin de la confiance populaire dans les institutions politiques et les hommes politiques.) Dans le même temps, on a constaté que la participation politique était la seule catégorie à connaître une croissance depuis 2008.

- **Mme Seema Shah**, Chef de l'équipe d'évaluation de la démocratie, International IDEA, informe le groupe du fonctionnement, de la méthodologie et de l'approche de son organisation (intergouvernementale), et de son mandat général consistant à faire progresser la démocratie durable et à améliorer et consolider les processus électoraux dans le monde entier, par le biais de la coopération et d'autres activités. L'une d'entre elles a été, au cours des dix dernières années, la publication périodique, à l'instar de l'EIU, d'indicateurs de démocratie relatifs : au gouvernement représentatif (élections propres, suffrage universel, partis politiques libres, etc.) ; aux droits fondamentaux (accès à la justice, libertés civiles, droits sociaux et égalité) ; aux contrôles du gouvernement (parlement efficace, indépendance judiciaire, intégrité des médias) ; à l'administration impartiale (absence de corruption, application prévisible) ; à l'engagement participatif (participation de la société civile, participation électorale, démocratie directe, démocratie locale). Les approches actuelles d'IDEA sont fondées sur les principes de la "mise en œuvre" de nouveaux contrats sociaux (notamment la promotion de processus participatifs et le développement de programmes de prise de décision fondés sur les données empiriques) et de la "reconstruction" des institutions démocratiques. IDEA a également mis en place récemment un nouveau système d'alerte précoce.

Au cours des discussions qui suivent, il est observé que les présentations ci-dessus avaient mis en évidence l'importance de l'intégrité, de la corruption politique en général, des inégalités socio-économiques, et des crises économiques et autres, en tant que tests cruciaux pour la robustesse de la démocratie. Dan Popescu, du Secrétariat, rappelle que cela reflétait le contenu des rapports du Secrétaire Général sur l'état de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit. Les participants font remarquer que les sondages d'opinion avaient souvent montré une plus grande confiance dans les experts que dans les gouvernements, probablement en raison d'une incrédulité quant à la personne la plus à même de tenir ses promesses. Toutefois, la démocratie reste - à long terme - le régime le mieux placé pour assurer le succès en matière de bien-être économique, social, environnemental et général de la population, à condition que les institutions gouvernementales élues soient suffisamment efficaces, solides et responsables pour prendre des décisions. La démocratie ne suffit cependant pas à elle seule à garantir le bien-être de tous et à lutter contre les inégalités économiques et autres, d'où l'importance de la lier à un respect élevé des droits de l'homme et des exigences de l'État de droit.

Le groupe de travail conclue que la similitude des domaines d'intérêt de l'IDEA et du CDDG justifiait un futur échange de vues, notamment sur une coopération plus étroite entre les deux organismes, lors d'une prochaine réunion du CDDG.

##### **5. Rédaction d'une recommandation pour le Comité des Ministres sur les principes de bonne gouvernance démocratique.**

M. Daniele del Bianco et Mme Ramona Velea, experts scientifiques (*Institute of International Sociology* - ISIG), présentent le projet de recommandation révisé sur les principes de bonne gouvernance démocratique [GT-BG(2022)5], en donnant une vue d'ensemble du processus et de l'incorporation des commentaires reçus lors de la réunion plénière du CDDG du 15<sup>th</sup> (de la Belgique, de l'Estonie, de la Grèce, de la Norvège, de la République slovaque, du Royaume-Uni ainsi que de la Conférence des OING et de la Commission de Venise), et identifiés dans le projet de texte révisé.

La structure révisée comprend actuellement un ensemble de 12 principes, similaires dans leur formulation aux "12 principes" inscrits dans la stratégie pour l'innovation et la bonne gouvernance au niveau local de 2008, énumérés dans le corps de la recommandation et regroupés comme suit : principes relatifs aux valeurs, principes guidant le comportement des institutions publiques, principes assurant le bien-être social et économique des personnes. Ils sont ensuite détaillés dans l'annexe avec une série de lignes directrices / repères spécifiques pour chaque principe.

Les dernières propositions de rédaction du Royaume-Uni ont été prises en compte, mais pas dans leur intégralité, car elles impliquent une approche et un format différents (ce qui aurait rendu une version révisée difficile à examiner par le groupe de travail). Le Président et le Secrétariat expliquent que, par conséquent, ces propositions avaient été mises à disposition *in extenso* en tant que projet spécifique distinct [GT-BG(2022)6].

La délégation britannique présente ensuite ces propositions, basées sur huit principes de bonne gouvernance démocratique (résumant les 12 principes déjà évoqués), énumérés dans le texte de la recommandation et détaillés dans une première partie de l'annexe à la recommandation, avec des sous-éléments spécifiques pour les niveaux de gouvernance national, régional et local. Une deuxième partie de l'annexe énumérerait les 12 principes de bonne gouvernance démocratique au niveau local (dans leur formulation de 2008).

Plusieurs participants expriment leur préférence pour un texte cohérent, craignant des redondances importantes si le projet prévoyait des dispositions spécifiques pour le niveau national/régional/local. Le groupe de travail, considérant que la recommandation devait s'appuyer sur les 12 principes de bonne gouvernance démocratique au niveau local et non les répéter, convient finalement d'un ensemble révisé de (12) principes, organisés en quatre groupes, comme indiqué dans le projet approuvé lors de la réunion et distribué pour examen final après la réunion (GT-BG(2022)5Rev): 1. le respect, la protection et la promotion de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit, 2. le respect des normes les plus élevées en matière d'éthique publique et d'intégrité dans l'exercice du pouvoir et des responsabilités publiques, 3. la pratique d'une bonne administration, 4. la fourniture de services publics de haute qualité et le bien-être économique, social et environnemental. Ces principes seraient inclus dans l'annexe de la recommandation, sans autres sous-critères ou éléments supplémentaires, ni définitions des principes individuels.

Tout matériel supplémentaire de ce type ferait partie d'un exposé des motifs. Des repères pratiques (*benchmarks*) seraient préparés par le Centre d'Expertise pour les besoins de ses propres activités et le Label Européen d'Excellence en matière de Gouvernance (ELOGE etc.).

#### **6. Autres questions, prochaines étapes, date et lieu de la prochaine réunion.**

Le groupe de travail convient que les consultations ou les présentations par d'autres organismes ou organisations étaient extrêmement utiles, mais qu'à ce stade, il n'était pas nécessaire d'en prévoir d'autres au cours de la prochaine réunion. Il confie aux experts scientifiques la préparation d'un avant-projet d'exposé des motifs - pour le 15 septembre - qui contiendrait tous les détails, références, exemples et explications concernant les 12 principes, les documents de référence utilisés dans le travail de rédaction, tels que la résolution et la recommandation de l'Assemblée parlementaire sur la "démocratie véritable"; les travaux antérieurs du CDDG, les spécificités du contexte actuel de méfiance à l'égard des gouvernements ; les facteurs d'affaiblissement des démocraties (fraude, corruption, manipulation pouvant même conduire à des crises financières) et la manière dont les principes à promulguer dans la recommandation - s'ils sont mis en œuvre - répondraient à ces préoccupations ; et toute autre information.

Il est rappelé au groupe de travail l'appel à suggestions d'initiatives lancé par l'équipe organisatrice du Forum mondial de la démocratie et la possibilité pour les délégations de soumettre des propositions, des idées, etc. jusqu'au 15 juin. En outre, il est souligné que le CDDG pourrait contribuer au Forum mondial de la démocratie en présentant le projet de recommandation sur les principes de bonne gouvernance démocratique au cas où il serait finalisé avant l'événement.

Le groupe de travail convient que le projet de recommandation (document GT-BG(2022)5Rev) serait diffusé rapidement à tous les membres, avec une date limite fixée au 15 juillet 2022 pour d'éventuels commentaires ou suggestions supplémentaires.

Le groupe de travail convient que la prochaine réunion se tiendrait en personne à Strasbourg les 15 et 16 septembre 2022, comme prévu initialement.

Le président remercie tous les participants et le secrétariat, et clôture la réunion.

**ANNEXE 1****LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS****PRÉSIDENT / PRÉSIDENTE**

M. Peter ANDRE, ministère de l'intérieur, expert principal pour les affaires juridiques, Vienne

**BELGIUM / BELGIQUE**

M. Edwin LEFEBRE, Directeur adjoint, Ministère de la Communauté flamande, Agence pour les affaires intérieures, Bruxelles

**CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE**

M. Kristian MALINA, ministre adjoint principal, département de la coordination de l'administration publique et des relations internationales, ministère de l'intérieur de la République tchèque

**FINLAND / FINLANDE**

M. Markku MÖLLÄRI, conseiller ministériel, département des affaires locales et de l'administration régionale, ministère des finances, Helsinki

**GRECE / GRECE**

M. Georgios CHRYSAFIS, Direction de l'organisation et du fonctionnement des collectivités locales, ministère de l'Intérieur, Athènes

Mme Elli STILIANIDI, Expert au sein du département indépendant des relations internationales et européennes, Ministère de l'Intérieur de la République hellénique, Athènes

**ITALIE / ITALIE**

M. Francesco GIUSTINO, Presidenza del Consiglio dei Ministri, Ufficio Attività Internazionali, ROMA

**NORWAY / NORVEGE**

Sigrid STOKSTAD, professeur associé au département de droit public et international de la faculté de droit de l'université d'Oslo.

**PORTUGAL**

Mme Tânia MOURATO, chef de département, direction générale des autorités locales, LISBOA

**SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE**

Mme Veronika LAKATOŠOVÁ, Unité de l'autonomie locale et des affaires étrangères, Département de l'administration publique, Ministère de l'intérieur de la République slovaque

**ROYAUME-UNI / ROYAUME-UNI**

M. Paul ROWSELL, Chef de l'Unité de la réforme de la gouvernance et de la démocratie, Département du nivellement par le haut, du logement et des communautés, Direction du gouvernement local et des communautés, Ministère du logement, des communautés et du gouvernement local, LONDRES

Mme Siobhan SMYTH, conseillère politique principale, unité de la réforme de la gouvernance et de la démocratie, département du nivellement par le haut, du logement et des communautés, direction du gouvernement local et des communautés, ministère du logement, des communautés et du gouvernement local, LONDRES.

M. Matthew BRANNEN, conseiller politique principal, unité de la réforme de la gouvernance et de la démocratie, département du nivellement par le haut, du logement et des communautés, direction du gouvernement local et des communautés, ministère du logement, des communautés et du gouvernement local, LONDRES.

**PARTICIPANTS****PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mme Ayşegül ELVERİŞ, Secrétaire de la Commission des affaires politiques et de la démocratie

**CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Roman CHLAPAK, Governance Committee / Commission de la Gouvernance

**CONFERENCE OF INGOS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFERENCE DES OING DU CONSEIL DE L'EUROPE**

M. Christoph SPRENG, Représentant de la Conférence des OING auprès du CDDG, Initiatives et Changement-International

**CONSULTANTS EXPERTS / EXPERTS CONSULTANTS**

M. Daniele DEL BIANCO, Directeur, Institut de Sociologie Internationale (ISIG), Gorizia, Italie

Mme Ramona VELEA, directrice adjointe, Institut de sociologie internationale (ISIG)

**ORATEURS INVITÉS / INTERVENANTS**

Mme Joan HOEY, directrice pour l'Europe, éditrice de l'indice de démocratie, Economist Intelligence Unit

Mme Seema SHAH, Chef de l'équipe d'évaluation de la démocratie, International IDEA

**SECRETARIAT**

Mr Daniel POPESCU, Chef du Département Démocratie et Gouvernance / Direction de la Dignité Humaine, de l'Égalité et de la Gouvernance / Direction Générale de la Démocratie

Mme Alina TATARENKO – Cheffe de la Division de la gouvernance démocratique / Secrétaire du CDDG / Direction de la Dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance / Direction générale de la Démocratie

M. Christophe SPECKBACHER, Administrateur - Division de la gouvernance démocratique / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance / Direction générale de la démocratie

Mme Judith ORLAND, Division de la gouvernance démocratique - Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Direction générale de la démocratie

Mme Isabelle ETTER, Assistante

Mme Nino MAKHAURI, stagiaire

**ANNEXE 2****AGENDA / ORDRE DU JOUR****1. Ouverture de la réunion****2. Adoption de l'ordre du jour**

[GT-BG(2022)OJ2]

**3. Information par le Président et le Secrétariat****4. Présentations par des orateurs invités, des participants et des observateurs**

- 10.15 Mme Aysegül Elveriş, Secrétaire de la [Commission des affaires politiques et de la démocratie](#), Assemblée parlementaire
- 10.45 Mme Joan Hoey, Directrice pour l'Europe, Rédactrice de l'[indice de démocratie](#), Economist Intelligence Unit
- 11.15 Mme Seema Shah, Chef de l'équipe d'évaluation de la démocratie, [International IDEA](#)



Selection of relevant work of Congress, PAI



Democracy Index 2021 Final.pdf



IDEA - gsod-indicators-and-

**5. Rédaction d'une recommandation pour le Comité des Ministres sur les Principes de bonne gouvernance démocratique**

Présentation du projet révisé, suite à la première réunion du GT-BG, et à la réunion du CDDG 15<sup>th</sup> : Daniele del Bianco et Ramona Velea (Institut de Sociologie Internationale - ISIG), experts du Conseil de l'Europe

[GT-BG(2022)5]

Contributions des membres du groupe de travail sur la structure et le contenu d'un projet de recommandation

- présentation de leurs observations écrites par le Royaume-Uni
- autres contributions

[GT-BG(2022)6]

**6. Autres questions****7. Prochaines étapes, date et lieu de la prochaine réunion**

Strasbourg, 15-16 septembre 2022 (si pas de contexte défavorable)